



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LOIR-ET-CHER

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre

Blois,

17 JAN. 2012

Unité territoriale du Loir et Cher

**AXEREAL Union des Coopératives
Agricoles**

Silo de stockage de grains de
Montoire sur le Loir

Montoire-sur-le-Loir

**Projet de prescriptions
complémentaires**

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

à

**Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher
(DDCSPP / SPE)**

I. Objet

L'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables, préconise de nouvelles dispositions applicables aux installations soumises à autorisation sous la rubrique n° 2160, notamment la mise en œuvre de mesures propres à supprimer ou réduire la probabilité et les effets des accidents redoutés (risques d'explosion notamment).

Ainsi, des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral d'autorisation actuellement en vigueur doivent être apportées afin de prendre en compte les prescriptions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, les engagements de l'exploitant et les aménagements déjà réalisés afin de se conformer à l'arrêté ministériel précité.

II. Rappel du contexte administratif

L'établissement est autorisé au titre de la réglementation des installations classées par les arrêtés préfectoraux n°18/85 du 29 juillet 1985 et n° 99-1441 du 17 mai 1999. Le site comporte un dépôt d'engrais liquide, deux séchoirs, deux silos plats et un silo vertical béton.

Ce dernier est défini en tant que silo à enjeux très importants du fait de la présence d'une voie ferrée à proximité qui est empruntée par un train touristique de juin à septembre.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, une étude de dangers a été déposée le 21 juin 2004, complétée successivement le 12 mai 2006 puis le 20 septembre 2007.

Dans le cadre de la mise à jour de l'étude de dangers qui sera prochainement déposée pour le site de Montoire sur le Loir, AXEREAL, en décembre 2011, a présenté les options techniques retenues afin de

satisfaire aux exigences réglementaires en vue de supprimer ou réduire les conséquences d'une explosion au sein des installations.

Il convient de rappeler ici qu'une visite d'inspection menée en décembre 2008 avait conduit l'inspection des Installations classées à proposer de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions en terme d'éventage et de découplage prévues par l'article 10 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, ces dispositions visant à limiter les risques de propagation d'une explosion. L'arrêté préfectoral a été signé le 30 avril 2009.

III. Propositions et conclusion de l'inspection

Au regard de l'étude de dangers et des compléments à cette étude produits par l'exploitant, des engagements de ce dernier et des mesures complémentaires que l'inspection des installations classées juge nécessaires afin de réduire ou supprimer les risques au sein de l'installation, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher d'imposer à AXEREAL Union des Coopératives Agricoles, des prescriptions complémentaires relatives au stockage de céréales et concernant notamment les mesures de prévention d'incendie et d'explosion.

En application de l'article R.512-31 du code de l'environnement, le projet d'arrêté doit être soumis au Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques auquel l'inspection des installations classées propose de remettre un avis favorable.

Copies : DREAL Centre (SEIR).
Pièces jointes : Projet d'arrêté préfectoral